



CLUB AFRIQUE
RÉSEAU AEGE

L'AWALÉ

AVRIL 2024

L'ÉDITO

Le Club Afrique est ravi de vous présenter ce nouveau numéro de l'Awalé avec notamment l'élection du nouveau Président Sénégalais comme fait d'actualité marquant pour l'Afrique de l'Ouest. À travers lui, un nouveau visage du panafricanisme pourrait apparaître avec une opposition de plus en plus marquée face aux anciens systèmes.

AU SOMMAIRE

P.2 : Le Sénégal et l'émergence des monnaies africaines

P.3 : L'Égypte sous perfusion des investissements Émiratis

P.4 : Algérie - Mozambique : Lutte anti-djihadiste et stratégie d'influence

P.5 : Accord UK - Rwanda : les demandeurs trouvent asile

P.6 : Soft Power Religieux et Rivalités Maghrébines : La Grande Mosquée d'Alger et la Concurrence avec le Maroc

COMITÉ DE RÉDACTION

Gebran MEHANNA Antoine LIEVRE Thibault PELLISSIER Etienne VIGNAU

contact : awale@aege.fr

www.aege.fr/afrique

À SAVOIR

Avec une influence croissante des BRICS et l'émergence de nouveaux blocs régionaux, le Sénégal, suite à l'élection de Bassirou Diomaye Faye, envisage de réévaluer sa relation avec le Franc CFA.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

L'abandon du Franc CFA doit être interprété comme un mouvement vers une plus grande souveraineté, répondant à un appel croissant des populations africaines à avoir un contrôle plus direct et significatif sur leurs politiques monétaires et économiques.

Les BRICS jouent un rôle pivot dans le soutien vers cette souveraineté monétaire en proposant des alternatives au système financier dominé par l'Occident. L'engagement des BRICS envers la multipolarité et le développement économique s'aligne également avec les objectifs africains de souveraineté et d'autonomie.

A l'échelle sénégalaise, l'ambition de réformer sa monnaie en diversifiant ses alliances économiques et politiques en se rapprochant des BRICS et de ses partenaires d'Afrique de l'Ouest pourra équilibrer l'influence de l'Occident et ouvrir de nouvelles voies de développement économique.

L'adoption d'une nouvelle monnaie, au niveau national ou régional sera alors envisagée comme un levier pour l'intégration régionale africaine et le panafricanisme.



Jeune Afrique-19/03/2024

[Sortie du franc CFA au Sénégal : Ousmane Sonko confirme vouloir « aller vers autre chose »](#)

À SAVOIR

Fin février, un accord d'investissement historique d'une valeur de 35 milliards de dollars entre l'Égypte et les Émirats Arabes Unis a été conclu, visant à revitaliser l'économie égyptienne et à catalyser sa croissance future. Sous l'égide du Premier ministre égyptien Moustafa Madbouli et du ministre d'État émirati aux Affaires financières, Mohamed Hadi Al Hussaini, cet accord stratégique cible des projets clés. Parmi eux, le développement de la zone économique du Canal de Suez, l'établissement d'une nouvelle ville administrative à l'ouest du Caire, et la construction d'un complexe touristique intégré à Ras al-Hikma, sur le littoral méditerranéen.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

L'Égypte, confrontée à une récession économique, voit sa dépendance croissante aux investissements étrangers, en particulier ceux des Émirats Arabes Unis, accentuer ses défis en matière de souveraineté économique. Les Émirats Arabes Unis, riches en pétrodollars et désireux d'étendre leur influence, ont pris une position dominante dans l'économie égyptienne, avec des investissements massifs, notamment à travers des acteurs tels que le fonds d'investissement émirati, ADQ.

La position stratégique de l'Égypte en tant que pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient en fait une cible cruciale pour l'expansion de l'influence émiratie dans la région. Malgré ses défis internes, tels que l'inflation galopante et la dette publique élevée, l'Égypte voit dans les investissements des Émirats Arabes Unis une opportunité de stimuler son économie et de moderniser ses infrastructures.

L'annonce de ces investissements reflète l'accroissement de l'influence des Émirats Arabes Unis dans la région, confrontant l'Égypte à un dilemme : attirer les investissements étrangers pour stimuler son économie tout en préservant sa souveraineté économique.



Afrik -24/02/2024

[L'Égypte passe sous tutelle financière des Emirats arabes unis](#)

À SAVOIR

Suite à la visite du président mozambicain du 28 février au 02 mars, l'Algérie a annoncé son engagement dans la lutte contre les enlèvements et l'insurrection djihadiste dans la province du Cabo Delgado. L'Algérie fournira un soutien immédiat à la force armée mozambicaine notamment en matière de formation des soldats et de fourniture de matériel.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

Après l'échec de son rôle de médiateur dans la guerre contre les groupes djihadistes au Sahel et la détérioration de ses relations avec le Mali, l'Algérie se tourne désormais vers le Mozambique afin d'accroître sa stratégie d'influence en Afrique. L'Algérie revient à ce qu'elle sait faire, grâce à son expérience contre les branches armées du FIS. Elle devra néanmoins composer avec la Rwanda Defence Force, un contingent fort de 2 500 hommes, qui épaulé l'armée mozambicaine depuis juin 2021.

L'Algérie entretient des liens historiques avec le Mozambique. Le FRELIMO, parti indépendantiste mozambicain, a été fondé à Alger et ses membres ont été formés par les FLN. Outre la convergence d'opinion sur la question du Sahara qui fait débat au Conseil de Sécurité de l'ONU avec l'influence croissante du Maroc, c'est bien l'enjeu énergétique qui rapproche les deux pays. Ainsi, le Mozambique a été invité par l'Algérie en tant que membre observateur du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) à Alger. La province de Cabo Delgado regorge de matières premières. C'est dans cette zone que Total Energies attend de reprendre ses activités sur un méga-projet de GNL, suspendu en 2021 à cause d'attaques jihadistes. La stabilisation de la région pourra permettre au Mozambique de rejoindre l'Algérie et le Nigéria au rang des principaux fournisseurs africains de GNL dans les prochaines années.



Africanews-05/03/2024

[L'Algérie va aider le Mozambique dans sa lutte anti-djihadiste](#)

À SAVOIR

Le 23 avril, l'UNHCR et le Conseil de l'Europe ont condamné le Royaume-Uni pour son projet d'externaliser les demandes d'asile au Rwanda. En effet, le Parlement britannique a adopté la loi autorisant les vols d'expulsion. Le Premier ministre Rishi Sunak a annoncé que les vols vers le Rwanda débuteront dans les prochaines semaines, une mesure conçue pour endiguer l'immigration illégale via la Manche.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

La guerre informationnelle fait rage entre le Royaume-Uni et le Rwanda d'une part et les organisations internationales d'autre part. Alors que le Royaume-Uni défend ce plan comme une mesure nécessaire pour contrôler les frontières et combattre les réseaux de trafiquants, le Rwanda voit une opportunité d'accroître son influence et de bénéficier d'investissements financiers. Nombre de ses dirigeants ont affirmé que le pays était sûr et qu'il avait une capacité d'accueil suffisante et prouvée. De plus, il n'est pas incongru d'estimer que ce genre de partenariat peut créer une forme de dépendance du Royaume Uni envers le Rwanda, à l'image de l'accord entre l'UE et la Turquie, ce qui tournera à l'avantage du pays hôte.

Sur la scène nationale et internationale, outre les institutions et les ONG, les médias jouent un rôle prépondérant dans ce rapport de force. Le sujet a divisé les médias britanniques, The Daily Mail et The Sun soutenant la politique du gouvernement, tandis que The Guardian ou encore The Independent la critiquent vivement pour ses implications éthiques et légales. A l'international, Al Jazeera et The New York Times critiquent également cette politique, soulignant les risques et les controverses associés à l'externalisation de l'asile.

Cependant, Londres est en discussion pour conclure le même partenariat avec l'Arménie et le Costa Rica, sans que cela ne suscite autant de réactions. Si l'on peut expliquer cela par le contexte diplomatique houleux, le Rwanda étant accusé d'ingérence dans le conflit à l'Est de la RDC, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'une marque de défiance supplémentaire envers les pays africains émergents.



Africanews-23/03/2024

[Expulsions au Rwanda : le HCR et le Conseil de l'Europe vent debout](#)

SOFT POWER RELIGIEUX ET RIVALITÉS MAGHRÉBINES : LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER ET LA CONCURRENCE AVEC LE MAROC

#ALGERIE #INFLUENCE #RELIGION

À SAVOIR

Le président AbdelMajid Tebboune a inauguré le 25 février 2024 la Grande mosquée d'Alger sur le littoral méditerranéen. La mosquée est dotée du plus haut minaret du monde, mesurant 265 mètres. Elle possède une salle de prière pouvant accueillir 120 000 personnes. Le coût officiel du projet s'élève à 898 millions de dollars.

CE QU'IL FALLAIT VOIR

En inaugurant la plus grande mosquée d'Afrique sur son territoire, l'Algérie incarne le leadership régional dans le domaine religieux et culturel, affirmant ainsi son ambition de devenir un centre d'influence majeur dans le monde musulman. L'inauguration de la Grande mosquée d'Alger reflète également une stratégie plus vaste de renforcement de l'identité nationale et de projection de puissance culturelle à l'échelle internationale. Étant non seulement un lieu de culte, l'édifice représente aussi un symbole de la modernité et de la richesse culturelle de l'Algérie, notamment grâce à son minaret qui est le plus haut du monde.

Le projet est également interprété comme une manœuvre pour accroître l'influence géopolitique de l'Algérie, dans un contexte où la compétition pour le leadership dans le monde musulman est vive. A travers ce projet, le pays peut chercher à se rapprocher des puissances islamiques traditionnelles et à affirmer son rôle dans les affaires islamiques mondiales, tout en offrant une alternative aux centres religieux historiques comme La Mecque, Médine et Jérusalem. Cela pourrait notamment renforcer sa position dans des forums internationaux et des organisations telles que l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et jouer un rôle plus actif dans la médiation des conflits et les initiatives de paix au Moyen-Orient et au-delà. En outre, par la construction de la Grande Mosquée d'Alger, le pays semble aussi répondre à la dynamique marocaine lancée par le roi Mohammed VI, qui porte d'ailleurs le titre de "commandeur des croyants" et qui consiste à financer de nombreux projets de constructions de mosquées.



Jeune Afrique -27/02/2024

[La plus grande mosquée d'Afrique enfin inaugurée à Alger](#)